
 PRÉFECTURE DE POLICE <i>Liberté Égalité Fraternité</i> 	Direction de l'Immobilier et de l'Environnement Bureau des Marchés Immobiliers
---	---

Marché de Travaux

Réaffectation de deux stands de tir de la Police Nationale en salle de sport et parc à motos du site Préfecture de Police du Garage Nord (Paris XIXème)

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n° Date limite de remise des plis	E2025BMI15 vendredi 19 septembre 2025 à 12 h 00
---	--

1. Objet du marché

■ Acheteur

Préfecture de Police
1 bis rue de Lutèce
Paris - 75195 Cedex 04

■ Description de la prestation

Le contrat porte sur la réaffectation de deux stands de tir de la Police Nationale en salle de sport et parc à motos du site Préfecture de Police du Garage Nord (Paris XIXème)

Code CPV	Libellé CPV
45210000-2	Travaux de construction de bâtiments.

■ Caractéristiques principales du contrat

Type de contrat	Marché de travaux
Allotissement	2 lots
Tranches	Sans objet
Lieu d'exécution	Paris 75019
Durée	De la notification du marché jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement
Nature des prix	Prix global et forfaitaire

■ Allotissement

Le présent marché est alloti en 2 lots séparés comme suit :

Lot 1 : Travaux de Gros œuvre, revêtements muraux et des sols, menuiserie intérieurs et extérieures

Lot 2 : Travaux de chauffage, plomberie, ventilation, désenfumage et électricité

■ Règle de non cumul des lots

Sans objet.

■ Procédure de passation :

Le marché a été passé en procédure adaptée passé conformément à l'article R.2123-1 du Code de la commande publique. L'estimation du montant du marché étant inférieur au seuil des

Consultation n° E2025BMI15

procédures formalisées, l'acheteur a choisi de passer le marché selon une procédure adaptée, conformément à l'article R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

- **Variante(s) obligatoire(s) imposée(s) par l'acheteur**

L'acheteur public n'impose aucune variante.

- **Variante(s) à l'initiative des candidats**

Les variantes à l'initiative des candidats sont interdites.

- **Option : Prestation Supplémentaires Eventuelles (PSE)**

Le marché ne comprend pas d'option type prestation supplémentaires éventuelles.

- **« Clause sociale de formation sous statut scolaire » au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire**

Sans objet.

- **Réponse et groupement**

Les opérateurs économiques peuvent se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement conjoint ou solidaire.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois :

1° En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Sans préjudice du I de l'article L.2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En application de l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, l'acheteur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Le soumissionnaire ne peut pas répondre en tant que titulaire et/ou cotraitant d'un ou plusieurs groupements. Dans le cas contraire, tous les groupements sont éliminés.

Consultation n° E2025BMI15

■ **Délai validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 Jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

■ **Dossier de consultation**

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les documents suivants :

- Lettre de candidature (DC1) ;
- Déclaration du candidat (DC2) ;
- Déclaration de sous-traitance (DC4) ;
- Le présent Règlement de la Consultation ;
- L'Acte d'engagement ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe 1 « convention interchange Ediflex TX » ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution.

■ **Visite des lieux ou consultation sur place de documents**

La visite du site est obligatoire.

Le candidat doit convenir d'un rendez-vous par courriel au plus tard le **3 Septembre 2025 à 12h00** envoyé au correspondant suivant :

binta.sall@interieur.gouv.fr et fernandino.teixeira@interieur.gouv.fr

Important : le candidat devra joindre les copies recto/verso des pièces d'identité des personnes désignées par l'entreprise lors de sa demande de rendez-vous pour la visite.

La visite du site se déroulera **du 25 Aout au 05 Septembre 2025** (hors week-end).

Chaque candidat a droit à une seule visite.

Dans le contexte actuel, la visite est limitée à 3 personnes par soumissionnaire qui devront être munies d'un masque de protection, respecter les gestes barrières et la distanciation physique.

Il est vivement recommandé aux candidats d'anticiper la planification de leur visite.

La date et l'heure de la visite sont communiquées aux candidats à la suite de sa prise de rendez-vous.

Il ne sera répondu à aucune question lors de la visite. Toutes les questions devant être posées par écrit selon les modalités prévues à l'article 7 de la présente lettre de consultation

2. Présentation des propositions

■ Modalités de remise des offres

Les offres doivent être adressées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les modalités de remise des plis sont fixées en annexe 1 au présent règlement de consultation.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Le soumissionnaire est tenu de déposer un seul pli sur la plateforme de dématérialisation contenant l'ensemble des documents requis. S'il souhaite répondre à plusieurs lots, le soumissionnaire peut créer des sous-dossiers spécifiques à chaque lot soumissionné, au sein du pli. Il est rappelé que si plusieurs plis sont transmis par un même opérateur économique, seul le dernier reçu dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouvert.

■ Contenu des plis

A l'appui de leur candidature, les opérateurs économiques doivent fournir :

Document	Descriptif
Chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de la création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)
Déclaration de sous-traitance (DC4)	Seulement en cas de présentation des capacités professionnelles techniques et financières d'un sous-traitant. (DC4 disponible sur https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)

Document	Descriptif
Pouvoirs	Le document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager la société. Si cette personne est habilitée de droit à engager la société, elle peut fournir : un extrait K bis, les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document. Si elle agit en vertu d'une délégation de pouvoir, elle devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société.
Références Travaux	Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques conformément à l'article R.2143-12 du Code de la commande publique, il doit justifier des capacités de ce ou ces derniers en apportant la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du présent marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur économique peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.

L'opérateur économique n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement du lot soumissionné	Le candidat doit obligatoirement remplir l'acte d'engagement du lot soumissionné rédigé par l'acheteur joint au dossier de consultation des entreprises. Tout acte d'engagement résultant d'un modèle établi par le candidat sera automatiquement rejeté.
Décomposition du Prix Global et Forfaitaire du lot soumissionné	La décomposition du prix global et forfaitaire du lot soumissionné devra être remise au format excel ou équivalent.
Calendrier prévisionnel du lot soumissionné	Le candidat fournira un calendrier prévisionnel d'exécution des travaux du lot soumissionné détaillé
Mémoire technique du lot soumissionné	<p>L'offre technique du candidat doit être établie et rédigée en répondant à l'ensemble des critères d'attribution énoncés au présent règlement de consultation, accompagnée des pièces requises.</p> <p>Le mémoire technique a pour objet de juger la qualité technique de l'offre de l'entreprise. Les renseignements indiqués dans ce mémoire technique explicatif doivent être seulement et strictement liés à l'opération objet de la présente consultation. Ils ne doivent pas être de simples énumérations de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.</p> <p>Afin de faciliter la lecture et la compréhension de son offre, il est demandé à chaque candidat de rédiger sa réponse technique en respectant strictement l'ordonnancement et les intitulés des sous critères figurant dans le règlement de consultation. Il est attendu du candidat à ce qu'il réponde clairement et exhaustivement à chaque sous-critère pour permettre d'apprécier au mieux son offre.</p> <p>Seules les réponses à ces points seront prises en compte pour les notations du critère « valeur technique ».</p> <p>Le non-respect des sous-critères est susceptible d'affecter la note technique du candidat en cas de réponse confuse ou désordonnée.</p>

3. Jugement des offres

■ Critères de sélection des candidats

Les candidatures seront analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Garanties et capacités techniques, professionnelles et financières	

■ Critères de jugement des offres

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Prix (pondération 50%)	<p>Le nombre de points attribué au candidat sera obtenu au moyen de la formule suivante :</p> $\text{Note} : \frac{\text{Prix de la solution de base la moins élevée HT} *}{\text{Prix de la solution de base analysée HT}} \times 100$ <p>(*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse</p> <p>Cette note sur 100 points sera ensuite pondérée à 50% pour obtenir la note finale pour le critère prix.</p>
2. Valeur technique (pondération 50%)	<p>Valeur technique sera notée sur 100 points avec une pondération à 50% en fonction des sous-critères suivants :</p> <p>1- Méthodologie d'intervention spécifique à l'opération (20 points) :</p> <p>Le candidat devra fournir une note détaillée présentant la méthodologie d'intervention pour la phase d'exécution de chantier en détaillant chaque étape d'intervention ;</p> <p>2- Optimisation et Cohérence du planning prévisionnel d'exécution détaillé (80 points) :</p> <p>Le candidat devra fournir un planning prévisionnel d'exécution détaillé établi en adéquation avec le proposé par le candidat. Le planning du candidat devra faire apparaître l'enchaînement des différentes tâches et leur durée.</p> <p>Le planning fourni par le candidat devra faire apparaître la courbe des effectifs tout au long du chantier selon les différentes tâches et leur durée.</p> <p>Le candidat proposera le cas échéant, une optimisation des tâches propres à son lot.</p>

Critère	Complément
	Toute proposition de calendrier ne s'inscrivant pas dans le délai global de l'opération rendra l'offre irrégulière.

■ Négociations

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats. En cas de négociation, une (ou plusieurs) phase(s) de négociations aura (ont) lieu dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

A cette occasion, l'acheteur public négociera par voie dématérialisée ou par réunion dans les locaux de la Préfecture de police avec les candidats ayant déposé une offre. L'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, conformément à l'article R.2123-5 du code de la commande publique.

En tout état de cause, en cas de négociation, le candidat s'engage sur les réponses qu'il aura fournies1- Moyens humains alloués à l'opération (qualification et nombre) (20 points) : liste du personnel d'exécution affecté au marché présentant leurs qualifications ;

2- Méthodologie d'intervention spécifique à l'opération, le candidat devra fournir une note détaillée présentant la méthodologie d'intervention pour la phase d'exécution de chantier en détaillant chaque étape d'intervention (20 points) ;

s dans le cadre de la négociation.

4. Attribution de du marché

Le marché sera attribué à l'opérateur économique ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas d'égalité entre les soumissionnaires à l'issue de l'analyse des offres, l'offre retenue sera celle du soumissionnaire ayant obtenue la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Pièces à fournir par le candidat retenu	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une attestation d'assurance couvrant les prestations objet du marché en cours de validité ▪ Un relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP) ▪ Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ou le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays

Document	Descriptif
	<p>d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ○ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente. ○ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou Kbis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises. ▪ Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisation sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique). Le soumissionnaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. ▪ Le cas échéant, le soumissionnaire produit les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. <p>Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il doit également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou ses sous-traitants.</p>

5. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard le **04/09/2025**, une demande sur le profil acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard le **05/09/2025** des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret commercial et industriel ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise, l'est aussi auprès des autres candidats.

Remarque : il est rappelé aux candidats qu'en cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse e-mail erronée ou n'a pas communiqué d'adresse électronique ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Il est précisé aux candidats que les réponses et précisions apportées par l'acheteur dans le cadre la consultation a une valeur contractuelle lorsqu'elles portent sur les pièces contractuelles telles qu'elles sont énoncées au CCAP.

■ Voies et délais de recours

Tribunal Administratif de Paris

7, rue de Jouy

Paris 75004

Téléphone : 01 44 59 44 00

Site internet : greffe.ta-paris@juradm.fr

■ Organe chargé des procédures de médiation

Le Médiateur des entreprises

98-102, rue de Richelieu

75002 PARIS

Téléphone : 01 53 17 89 92

Site internet : www.mediateur-des-entreprises.fr